



**Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement,
la Mobilité et l'Aménagement**

Dont le siège se situe :

2 rue Antoine Charial

CS 33927

69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**Fourniture et l'installation d'un ralentisseur
sur un camion Renault KERAX.**

Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	3
1.1 – Objet.....	3
1.2 – Décomposition en lots.....	3
1.3 – Spécifications techniques	3
1.4 – Clause sociale	3
1.5 – Clause environnementale.....	3
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
3.1 Pièces particulières du marché	4
ARTICLE 4 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
4.1 Dispositions générales.....	4
4.2 Documentation technique	4
4.3 – Obligations de résultat	4
4.4 – Livraison.....	4
4.5 – Qualité des équipements	5
ARTICLE 5 - DÉLAI D’EXÉCUTION ET PROLONGATION.....	5
5.1 – Délai d’exécution	5
5.2 – Prolongation du délai d’exécution	5
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS	5
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ	6
7.1 – Nature du prix.....	6
7.2 – Contenu des prix.....	6
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	6
8.1 – Avance	6
8.2 – Demandes de paiement	7
8.3 – Modalités de règlement	7
8.4 – Unité monétaire	8
ARTICLE 9– OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION	8
ARTICLE 10 - GARANTIE.....	8
ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS.....	9
ARTICLE 12 – LITIGES	9
ARTICLE 13– ASSURANCES	9

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation d'un ralentisseur sur un camion Renault KERAX.

1.2 – Décomposition en lots

La prestation n'est pas allotie puisque l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.3 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Quand, pour la définition des spécifications techniques demandées, le CCTP fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les offres qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

1.4 – Clause sociale

Le Titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc.) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement apprécié par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.5 – Clause environnementale

Le titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à adopter des mesures visant à réduire au maximum l'empreinte carbone liée à l'exécution du marché.

Les déplacements devront être optimisés afin de limiter les trajets et de réduire leur impact environnemental, notamment par l'utilisation de véhicules propres ou électriques. Toute initiative complémentaire contribuant à la diminution de l'empreinte carbone sera particulièrement valorisée.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification et se termine à l'admission des prestations objet du marché.

L'entreprise doit réaliser les travaux dans un délai de 3 mois à compter de la récupération du véhicule ou de sa livraison par le Cerema sur le site du titulaire.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 Pièces particulières du marché

Le présent marché est soumis aux règles du Code de la Commande Publique, les pièces contractuelles sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G/F.C.S.) – Arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire technique du titulaire.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du CCTP et aux normes en vigueur.

4.2 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison toute documentation et ses éventuels rectificatifs nécessaires à une utilisation et à un fonctionnement correct des fournitures livrées et leur maintenance éventuelle.

Si la documentation accompagnant le matériel n'est pas fournie, le matériel est réputé non livré tant que cette documentation fait défaut.

Cette documentation technique devra être fournie en langue française.

4.3 – Obligations de résultat

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du marché.

4.4 – Livraison

Le camion est actuellement sur le site d'Angers du Cerema Ouest, 23 avenue de l'Amiral Chauvin, 49130 Les Ponts-de-Cé. Le Cerema procédera à la livraison sur le site du titulaire dans un rayon de 50km autour de l'adresse sus visée. Au-delà, l'entreprise chiffrera dans l'annexe financière le coût de la prise en charge du camion sur le site d'Angers ou dans un périmètre de 50km.

La date de livraison sera établie d'un commun accord entre le Cerema et le titulaire. La livraison du matériel devra être effectuée franco de port et d'emballage sur le site. Les livraisons auront lieu du lundi au vendredi de 09h à 12h et de 14h à 17h. Les matériels livrés doivent être accompagnés d'un bon de livraison émanant de l'entreprise titulaire.

Le titulaire signalera sept jours ouvrables à l'avance, la date et l'heure de sa livraison pour permettre au responsable de recevoir les équipements. Le titulaire ou son représentant se présentera dès son arrivée, au service de sécurité de l'établissement et se conformera aux consignes qui lui seront données.

Les cheminements et zones de stockage seront indiqués au titulaire en temps utile. Le titulaire devra respecter les procédures d'accès qui lui seront signalées par la personne publique. Le titulaire devra s'assurer pour le choix des camions de livraison des conditions d'accès au lieu de déchargement. Le titulaire est responsable lors des livraisons des dommages éventuellement causés par son personnel aux installations du Cerema.

4.5 – Qualité des équipements

Les équipements livrés doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

Le Cerema attire l'attention sur l'obligation de fournir des équipements, neufs et non reconditionnés.

ARTICLE 5 - DÉLAI D'EXÉCUTION ET PROLONGATION

5.1 – Délai d'exécution

L'entreprise doit réaliser les travaux dans un délai de 3 mois à compter de la récupération du véhicule ou de sa livraison par le Cerema sur le site du titulaire.

Le titulaire remettra au moment de son offre un calendrier sur l'exécution du présent marché dans le cadre duquel il s'engagera sur les délais précités. Le calendrier remis avec le mémoire technique du candidat au moment de l'offre deviendra contractuel.

5.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13 du C.C.A.G FCS.

ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

En cas de non-respect des délais de livraison du matériel, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1 – Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix global et forfaitaire tel que détaillé dans la « Décomposition du prix global et forfaitaire » annexé à l'acte d'engagement. Les prix sont fermes.

7.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport (frais de douane inclus) jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché.

Le montant de l'avance est de 30% du montant du marché.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable

Les paiements s'effectuent dans les conditions fixées dans le CCAG-FCS.

8.2 – Demandes de paiement

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des prestations se fera en une fois à l'admission des prestations.

Si le titulaire accepte de percevoir une avance, elle sera déduite des facturations d'acompte et/ou du solde.

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- le numéro du marché (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- FCS ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET de la direction émettrice,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Dans le cadre de la démarche de réception dématérialisée des factures, toutes les entreprises doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de n° de marché, et de service exécutant Chorus provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

8.3 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la Direction indiquée dans le bon de commande.

8.4 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 9– OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION

La vérification du matériel a pour objet de constater que l'équipement livré sera capable de fournir un niveau de qualité de service suffisant dans diverses conditions d'exploitation.

Le titulaire devra transmettre la documentation technique et administratif. Faute de livraison de cette documentation avec le matériel demandé, le matériel sera déclaré non admis.

Le jour de la livraison le Cerema procédera à des tests d'essai afin de vérifier le système de freinage par ralentisseur du poids lourd en présence du titulaire.

À l'issue des opérations de vérification, l'administration peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Le délai imparti à la personne publique pour procéder à l'admission des prestations est de 15 jours maximum à compter de la fin des tests.

L'admission du matériel entraîne transfert de propriété à la personne publique et constitue le point de départ de la période de garantie.

ARTICLE 10 - GARANTIE

Les équipements sont garantis (pièces, main d'œuvre, déplacement, mise à niveau, ...) pour une durée minimale exigée d'un an. Le point de départ est la date d'admission des prestations. Si la garantie du titulaire est supérieure, elle s'appliquera.

Cette garantie couvre la totalité des prestations et inclut a minima toutes les réparations nécessaires, voire le remplacement de certains éléments faisant partie intégrante du système ainsi que les opérations qui y sont liées, pour remédier aux éventuels défauts constatés. La garantie comprend également les interventions demandées par la personne publique en cas de fonctionnement défectueux.

Le titulaire a à sa charge, le retrait, le transport aller et retour au Cerema des équipements réparés ou remplacés ainsi que leur réinstallation.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

La garantie contre les vices cachés sera mise en œuvre conformément à l'article 4 du décret n° 78-454 du 24 mars 1978.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui ou un membre de son équipe.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et des règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.

ARTICLE 13– ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;

- de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.